

**Congrès du PCF :**  
*combatif et dynamique*

**L**e temps se couvre. À Bruxelles, François Hollande a lâché prise et David Cameron, allié à Angela Merkel, retourne à Londres en vainqueur: le budget européen n'est plus seulement d'austérité, il devient de régression, sacrifiant non seulement les investissements utiles mais même les secours aux plus démunis et la solidarité avec les États de l'Union frappés par une catastrophe naturelle. Désormais, la toile de l'UE laisse voir sa trame: la concurrence libre et non faussée ou bien, selon l'expression de Marx, « toutes les activités englouties par la cupidité ». Même les lasagnes ! Farcies d'on ne

sait quoi par on ne sait encore quel escroc de haut vol. En France, la fin du débat sur le mariage pour tous, qui a vu défiler d'un même pas la droite et l'extrême droite contre l'égalité des droits pour les



homo-sexuels, laisse la place à une parade de séduction du FN à l'égard de l'UMP. Marine Le Pen prône des désistements réciproques lors

des élections à deux tours, tandis que son père souhaite constituer des listes avec des membres de l'UMP à Marseille. Il n'y a pas que la neige qui fasse frissonner. **Contraste.** En sortant de leur congrès, les délégués du PCF avaient chaud au cœur. Unis comme ils ne l'avaient pas été depuis longtemps, ils se sentaient combattifs et dynami-

**Sommaire :**

- Congrès du PCF
- Amnistie des syndicalistes (25 et 27 février)
- Formation
- Assemblée citoyenne
- Communication

## Vote de la direction nationale



ques. Plantés au centre de la gauche, résolus à mettre en échec l'accord sur l'emploi, dicté par le Medef et signé par des syndicats minoritaires, ils vont sans délai se mobiliser sur trois sujets : l'amnistie pour les syndicalistes poursuivis en justice, l'adoption de la loi sur les licenciements boursiers et le droit de vote des étrangers aux élections locales. Au-delà, c'est le carcan de l'austérité qu'ils veulent faire exploser. « Il va falloir faire avec nous, comme on est », a lancé Pierre Laurent, à peine réélu secrétaire national, comme en aux menaces de rétorsion aux municipales auxquelles s'est laissé aller le président socialiste de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone.

L'ambition ? Rassembler la gauche, les

syndicalistes, les militants associatifs pour que cette période politique ne se termine pas avec l'enterrement de promesses mort-nées. Le but ? Construire un « communisme de nouvelle génération » émancipé des échecs antérieurs afin de « réinventer le monde ». La feuille de route paraît désormais suffisamment claire pour que toutes les nuances du PCF aient décidé d'y travailler ensemble sans les déchirements du passé.

Nota bene. Aucune équipe de France 2 n'a assisté au congrès du PCF, pourtant long de quatre jours. Il faut lancer un cri d'alarme. Est-ce le résultat d'une pénurie de moyens qui dépasserait tout ce qu'on sait ? La direction de l'information aurait-elle égaré le pluralisme pourtant inscrit dans ses obligations ? Le service public aurait-il été subrepticement privatisé ? ■



Délégation de Seine et Marne

## Monsieur le Président : il faut amnistier les syndicalistes !

Proposition de Loi des Parlementaires PCF-  
Front de Gauche : Monsieur le Président : il faut amnistier les syndicalistes !

Les cinq dernières années passées sous la présidence de Nicolas Sarkozy auront constitué pour le monde du travail un désastre incommensurable, avec la destruction méticuleuse et méthodique du modèle social fran-

çais. Du système des retraites au code du travail, en passant par la protection sociale et les services publics, aucune spécificité sociale française n'aura échappé au rouleau compresseur libéral.

Beaucoup de nos concitoyens se sont légitimement engagés dans des mouvements sociaux. Ils se sont exprimés pour faire respec-

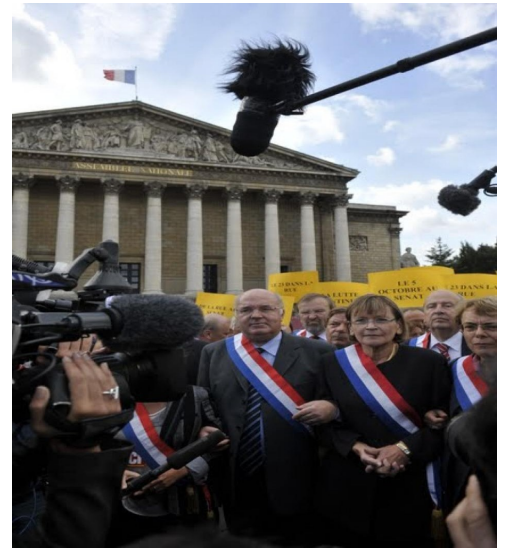
ter leurs droits fondamentaux, protéger leurs conditions de travail, préserver l'emploi, les services publics, un système de protection sociale efficace et solidaire, leur environnement. Alors qu'ils défendaient l'intérêt général, nombre d'entre eux ont fait l'objet de sanctions pénales, disciplinaires et de licenciements. L'objectif du pouvoir précédent était clair : imposer par la force la vision d'une société divisée, du chacun pour soi, où seules les logiques de l'argent dominent.

Et ce travail de casse sociale a été accompagné par une politique visant à criminaliser l'action syndicale. Sous tout le quinquennat de Nicolas Sarkozy, de nombreux syndicalistes ont été attaqués pénalement du fait directement de leurs actions et engagements syndicaux. Trop de sanctions injustes ont été infligées qui ne visaient qu'à éteindre toute velléité de contestation. Et c'est parfois le simple affichage ou la distribution de tracts qui donnent lieu à des menaces ou assignations judiciaires !

L'action collective est pourtant un droit inhérent à toute démocratie. Ainsi, la Constitution de la Ve République reconnaît au citoyen le droit de défendre ses droits et intérêts ainsi que le droit de participer à la détermination des conditions de travail et à la gestion des entreprises (alinéas 6 et 8 du préambule de la Constitution de 1946). Ces poursuites contre le

monde syndical ont causé des dégâts considérables et participé à rendre délétaire le dialogue social dans notre pays.

Le changement implique le retour au respect et au dialogue. Et cela commence par mettre en débat notre proposition de loi d'amnistie de tous les militants syndicaux menacés ou condamnés sous l'ère des gouvernements de la présidence de Nicolas Sarkozy, déposée à l'Assemblée nationale par les députés du Front de gauche. Elle se concentre sur les faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales ou revendicatives, ainsi que sur l'amnistie des sanctions disciplinaires. Cet appel à plus de justice mérite d'être relayé dans tout le pays. Oui, Monsieur le Président, il faut amnistier les syndicalistes !



## Deux rendez-vous pour la Liberté d'expression

**Pour la liberté d'expression**  
**Amnistie**  
 des syndicalistes et des militants associatifs

**MEETING**

**Pierre Laurent** *Lundi 25 février*  
 sénateur de Paris *18 h*  
*Théâtre Dejaset*  
 41, Boulevard du Temple  
 75003 Paris  
 M<sup>o</sup> République

**Témoignages d'élus et de militant-e-s**

PCF  
 FRONT DE GAUCHE

**Pour la liberté d'expression**  
**Amnistie**  
 des syndicalistes et des militants associatifs

**RASSEMBLEMENT**

**au Sénat** *Mercredi 27 février*  
 pendant l'examen *14h30*  
 de la loi *Place Paul Claudel*  
 75006 Paris  
 M<sup>o</sup> Luxembourg

PCF  
 FRONT DE GAUCHE

Les deux affichettes devraient être disponible à la fédération mercredi ou jeudi





## Stage national de base

- **Date :** 13 et 14 avril 2013
- **Lieu :** Fédération 264 Rue de la Justice 77000 Vaux le Pénil
- **Nomdre de participant-es :** 30 maximum
- **Coût de l 'inscription :** 40€ à partager selon les situations entre le stagiaire et la section (repas dans un restaurant de proximité) hébergement possible, le samedi soir (55€ chambre 2lits)
- **Public Visé :** Ce stage, ouvert à toutes et tous, mais vise en priorité les responsables du parti nouvellement en responsabilité et les adhérent-récents ou non, souhaitant s'investir plus avant dans l'activité du parti.

### Le programme (à titre d'exemple) et les horaires.

#### Samedi 13

08h00 :

**Accueil** Café-croissant

08h30-10h30 :

**Communisme et parti communiste: histoire et débats contemporains**

11h00-13h00 :

**La révolution Marx**

13h00 -14h00 :

**Repas**

14h00-16h00 :

**La crise, les crises et les cycles des crises**

16h30-18h30 :

**La politique économique et monétaire**

18h30 -20h00

#### Dimanche 14

08h00 :

**Accueil** Café-croissant

08h30-10h00 :

**Crise écologique, financière, sociale et les nouveaux mode de développement**

10h30-12h30 :

**Les décisions du 34e Congrès du Pcf, sa stratégie**

12h30 -13h30 :

**Bilan du stage**

**Le programme définitif vous sera communiqué ultérieurement**

**Pour vous inscrire : téléphoner à la fédération au 01.64.79.75.10,  
responsable de la formation Martine Marchand, suppléant Jean Pierre Ferré.**

# Campagne nationale ! « L'alternative à l'austérité c'est possible »

## Echos des Sections Assemblées citoyennes

### Section Agglomelunaise :

Jeudi 21 février à Melun débat : *santé privée - privé de santé*, avec Jean Luc Gibelin responsable national santé du PCF.

### Section de Chelles :

Samedi 23 Mars à Vaires sur Marne : (thème à définir)

## Communication

4 pages : Le front de Gauche en campagne

Rythmes scolaires

Amnistie des syndicalistes

Affiches : L'alternative à l'austérité c'est possible !

Rassemblement des 25 et 27 février

Je suis communiste et ça fait du bien !

### RYTHMES SCOLAIRES, DÉCENTRALISATION, AUSTÉRITÉ... L'ÉCOLE VAUT MIEUX QUE ÇA !



**NON AUX COUPES  
DANS LES SERVICES  
PUBLICS**  
L'ALTERNATIVE À L'AUSTÉRITÉ  
C'EST POSSIBLE!  
FRONT DE GAUCHE

plus et mieux d'école, à l'accès de tous à une culture commune de haut niveau, sans peine d'aggraver encore les inégalités.  
Ni socle commun, ni externalisation ! Pour une école vraiment commune, les missions du scolaire et du périscolaire doivent être clairement définies, dans le respect du rôle de chacun.

#### Ni marchandisation, ni individualisation

En rejetant dans le temps périscolaire des activités et des apprentissages, l'école publique sera dépendante de la volonté et des moyens des collectivités locales. C'est la porte ouverte à une marchandisation de l'éducation et à une remise en cause du caractère national de l'école.

#### Egalité républicaine : non à l'acte III de la décentralisation !

La réforme Peillon est à la charge des communes, alors même que les moyens alloués aux écoles par les communes varient encore de un à dix !  
L'acte III de la décentralisation, en préparation, remet en cause le principe de l'égalité républicaine. Sur fond de politique d'austérité, le gouvernement veut imposer une territorialisation de l'école qui aggrave les disparités au lieu de les corriger.

**FRONT  
DE GAUCHE**  
www.placaupeuple.fr

www.placaupeuple.fr



### POUR UNE AUTRE POLITIQUE : DES MESURES D'URGENCES !

Le Front de Gauche a contribué à la défitte de Nicolas Sarkozy. Mais, depuis 6 mois, les grands axes de la politique du gouvernement ne répondent pas à nos attentes.

François Hollande et le gouvernement ont fait adopter le traité européen qui impose la restriction continue des dépenses publiques. Ils ont accordé un cadeau de 20 milliards aux grands patrons alors que notre économie souffre déjà des intérêts somptueux payés aux banques privées et des richesses accumulées par les actionnaires. Enfin, s'il existait un accord sur l'emploi initié par le MEDEF, il s'agirait sur la voie de nouvelles dégradations du code du travail.

Cette politique social-libérale va à l'échec. Toutes les politiques du même type ont échoué en Europe où les résistances populaires se développent pour une autre logique.

Le Front de Gauche s'oppose à cette politique d'austérité du gouvernement. Ayant es c'est pour cela que les parlementaires ont refusé de voter le budget. Il se met en campagne pour faire entendre qu'une autre politique à gauche est possible, une politique qui donne la priorité aux besoins sociaux et environnementaux, une politique applicable par une majorité et un gouvernement décidé à rompre avec le libéralisme.

Nous nous adressons largement, au-delà des composantes du Front de Gauche, à toutes celles et tous ceux qui, à gauche et dans le mouvement social, souhaitent des choix en rupture avec la financiarisation de la société et le productivisme. Nous voulons construire sur cette base un rassemblement majoritaire qui impose une autre politique.

#### DE L'ARGENT, IL Y EN A !

Des mesures immédiates pour dégager des recettes nouvelles, comme la suppression des niches fiscales sans utilité sociale, économique et écologique (à minima 42 Md€) à commencer par les niches fiscales liées à l'impôt sur les sociétés (80 Md€) ainsi que la taxation des revenus du capital à la hauteur des revenus du travail par une fiscalité transparente et réellement progressive avec 14 tranches et un revenu maximum à 20 fois le revenu médian (qui rapporterait au total 20 Md€).

#### SALAIRES

Des mesures pour les salaires et combattre la précarité avec un SMC à 1700 euros brut, le relèvement des minima sociaux, la limitation des CDD, la poursuite de la réduction du temps de travail (durée légale réduite, 35h réelles et retraite à 60 ans) et l'abrogation de l'ensemble des lois ayant inversé la hiérarchie des normes et affaibli le code du travail.

#### DE NOUVEAUX DROITS POUR LES SALAIRES

Une loi d'interdiction des licenciements économiques dans les entreprises en bonne santé financière et une « sécurité sociale professionnelle » assurant aux travailleurs privés d'emploi la continuité de leurs droits financée en partie par une nouvelle cotisation patronale. Des nationalisations démocratiques pour maintenir et transformer des filières industrielles dans le cadre d'une production nouvelle sur des critères sociaux et écologiques.

#### ÉCOLOGIE

La transition énergétique et la réindustrialisation par la planification écologique, en mobilisant les investissements en faveur des énergies renouvelables et du développement des transports publics ferroviaires.



**SAINE À 1700 EUROS  
AUGMENTATION  
DES SALAIRES**  
L'ALTERNATIVE À L'AUSTÉRITÉ  
C'EST POSSIBLE!  
FRONT DE GAUCHE



**MAINTENANT  
LA PLANIFICATION  
ÉCOLOGIQUE**  
L'ALTERNATIVE À L'AUSTÉRITÉ  
C'EST POSSIBLE!  
FRONT DE GAUCHE